



Nlle Série – Novembre 1965 N° 1

Pages 8 et 9

La politique étrangère du gaullisme est sans doute l'élément où la contribution personnelle du général a été la plus grande, où il a su favoriser des intérêts économiques (MIFERMA, UGP, etc ...) dont le crédit sans lui eut été beaucoup plus faible.

Plutôt que de répéter les critiques émanant d'individus dont l'activité à cet égard sous la IVe République n'a rien de reluisant ("l'Algérie c'est la France") nous voulons tout d'abord souligner la façon dont on ressent le gaullisme dans le Tiers-Monde.

Au cours d'un récent voyage en Syrie, des membres du bureau politique de notre parti ont eu l'occasion de discuter des présidentielles en France : leurs interlocuteurs ne leur cachèrent pas qu'à Damas, le seul homme d'état qui jouissait d'un prestige sans bornes était de Gaulle, tant pour son attitude vis à vis de l'hégémonie américaine, que de l'aide qu'il accordait aux anciennes colonies françaises tout particulièrement pour la coopération franco-algérienne. Quant aux candidats anti-gaullistes, la première question des dirigeants syriens fut de s'enquérir de leur activité au moment de Suez. Sur ce, la conversation s'arrêta d'elle-même.

LA POLITIQUE ETRANGERE DU GAULLISME EST-ELLE PROGRESSISTE ?

Cet immense prestige, voire cette adoration de l'opinion publique des "nations prolétaires" qui pousse tous les gouvernements du Tiers-monde à demander la visite du chef de l'Etat français peuvent-ils déboucher sur autre chose qu'une position de principe ?

Les choses étant ce qu'elles sont, ne sont plus aussi claires.

Pour l'Union soviétique, semble-t-il, après la dépêche de l'Agence Tass, le choix est fait, le pari pris, et loin de regretter un nouveau septennat gaulliste, il apparaît qu'on l'envisage avec ferveur.

Pour le courant de renouveau socialiste, la politique étrangère gaulliste pose deux problèmes cruciaux :

Quelle conception avons-nous des rapports avec le Tiers-monde ?

Comment affirmer notre indépendance par rapport à l'impérialisme américain ?

A la première de ces questions, le gaullisme répond par l'exemple de coopération entre nations inégalement développées que constituent ses rapports avec l'Algérie et l'Afrique Noire.

Pour l'Algérie, il faut reconnaître que dans le contexte politique français, l'accord franco-algérien est le meilleur qu'il était possible d'attendre.

Néanmoins, il faut constater que l'Algérie se trouve plus engagée que jamais dans des rapports de dépendance technique et financière à l'égard de l'ancienne métropole.

Pour l'Afrique Noire il faut bien considérer que l'aide française a surtout servi à la consolidation d'une classe de compradores autochtones, dont Houphouët est l'élément le plus représentatif.

Et l'on voit mal la différence fondamentale qui existerait entre la politique française et celle que voulut impulser Kennedy par le biais de l'Alliance pour le Progrès. Cependant, si les relations avec la Guinée ont pu paraître une anticipation sur le conflit américano-cubain, l'erreur ne s'est pas reproduite au Congo Brazzaville.

Mais là n'est pas l'essentiel. Le centre même de l'intérêt que suscite la politique étrangère gaulliste tient à son attitude d'indépendance à l'égard des États-Unis.

Que ce soit sur l'Affaire vietnamienne, à l'occasion de la reconnaissance de la Chine Populaire, au sujet de l'OTAN, la diplomatie gaulliste n'a cessé de s'efforcer de contrecarrer la politique américaine au nom d'une indépendance nationale de conception toute maurassienne.

Dans cette conception, la force militaire étant la base de l'existence nationale, toute la politique étrangère repose sur la constitution d'une Force de Frappe.

Force à laquelle on attribue un double rôle : défensif en décourageant l'agresseur éventuel, elle vise aussi à servir de détonateur de la force nucléaire américaine. C'est dire, que, du fait de l'insuffisance des moyens économiques purement nationaux, la force de frappe n'a d'utilité que dans un cadre proprement atlantique.

On comprend mieux la fidélité du général à l'Alliance Atlantique et son hostilité à l'organisation militaire intégrée (OTAN) où il verrait fondre ses forces armées, nationales : l'ambiguïté ne fait qu'augmenter car de Gaulle se définit toujours comme membre de l'Alliance Atlantique et le retrait de l'OTAN n'interviendra qu'en 1969.

Cette indépendance militaire atomique ne pourrait être assumée que par une entité politique de stature économique mondiale, telle qu'une Europe intégrée que le général, dans sa poursuite de l'affirmation du fait national, rejette.

C'est ainsi que l'on doit comprendre la crise actuelle du Marché Commun et la volonté de retour sur les aspects supranationaux du Traité de Rome. Or, dans son effort pour bâtir une Europe des patries où la diplomatie française aurait une place privilégiée, de Gaulle ne cesse de collectionner les échecs. Sa volonté d'une "belle et bonne alliance" franco-allemande, dominant l'Europe, n'a abouti qu'à renforcer l'emprise américaine sur la République Fédérale.

De même le gouvernement, tout en menant une politique extérieure hostile aux américains, a-t-il laissé leurs firmes s'implanter dans les secteurs de pointe de notre économie (voir Machines Bull, Simca ...).

Seul, le refus gaulliste de l'entrée de l'Angleterre avant qu'elle ait rompu ses liens de subordination économique aux États-Unis paraît cohérent avec la volonté politique d'indépendance de de Gaulle.

Pour la Chine, il est évidemment positif que Paris se soit, quinze ans après les Anglais, décidé à reconnaître comme tel le gouvernement du pays le plus peuplé de la planète. On peut malheureusement

remarquer que les deux pays sont essentiellement d'accord pour empêcher le désarmement atomique. Mais les systèmes politiques sont trop différents pour avoir de commun plus que des refus. Et puis l'on connaît la suprême injure faite au chef de l'Etat par les Chinois : "La France, c'est un si petit pays".

Quelle attitude doit alors adopter le courant de renouveau socialiste ?

Deux tentations sont évidentes :

la première part du fait que la politique étrangère du gaullisme sert les mouvements du Tiers-monde et s'oppose à l'impérialisme yankee.

De Gaulle se dira –t-on alors, c'est le moindre mal. C'est le choix, il faut bien le dire (hélas) que fera, en absence de véritable alternative, une partie de l'électorat de gauche le 5 décembre.

Selon l'autre optique, de Gaulle étant réactionnaire, il convient de le contrer, et ce sur tous les points :

de Gaulle est contre les USA ? Eh bien défendons-les. Il aide l'Algérie ? Eh bien, défendons les thèses cartérisistes : telle est l'attitude de la SFIO. En fait ces deux attitudes font le jeu du gaullisme. C'est dans la mesure où nous saurons définir une politique étrangère commune basée sur le neutralisme positif, le désengagement de l'Europe vis à vis de tous les blocs militaires, l'instauration d'une véritable aide aux pays sous-développés en leur consacrant les ressources dégagées par un désarmement général, que la gauche pourra contester de façon efficace la politique gaulliste.

Renée Berçot.

